

Lionel PALICOT

COMMISSAIRE AUX COMPTES

99, Bd de Belgique

78 110 LE VESINET

Tél. 01 39 52 18 71

ENTREPRENDRE S.A.

Société Anonyme au capital de 257 801,46 Euros

53, rue du Chemin Vert

92 100 BOULOGNE - BILLANCOURT

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2021

Lionel PALICOT

COMMISSAIRE AUX COMPTES

99, Bd de Belgique
78 110 LE VESINET
Tél. 01 39 52 18 71

ENTREPRENDRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31.12.2021

A l'assemblée générale de la société ENTREPRENDRE S.A.,

OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la société **ENTREPRENDRE S.A.** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de mon rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID - 19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leur perspective d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

Les éléments mentionnés en page 8 de l'annexe se rapportant au principe d'évaluation des marques figurant en immobilisations incorporelles et à la méthodologie retenue relative à la provision pour dépréciation des marques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

J'atteste de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

J'atteste de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225 -37- 4 du code de commerce.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Vésinet, le 29 avril 2022

Le Commissaire aux Comptes



Lionel PALICOT

ENTREPRENDRE

SA au capital de 257 801 €

53, rue du Chemin Vert

92100 Boulogne-Billancourt

Siren 403 216 617

Comptes annuels au 31 décembre 2021

SOMMAIRE

Bilan	Pages 3-4
Compte de Résultat	Pages 5-6
Annexe	Pages 7-19

BILAN - ACTIF

ACTIF en €	31/12/21			31/12/20
	Brut	Amort./Prov.	Net	Net
Marques	2 304 505	1 926 964	377 541	476 506
Autres Immobilisations incorporelles	41 709	41 709	-	-
Immobilisations corporelles	156 339	128 134	28 205	33 249
Autres participations	206 610	125 610	81 000	1 000
Créances rattachées à des participations	1 187 558	1 187 558	-	-
Autres titres immobilisés	481 578	120 861	360 717	349 869
Autres immobilisations financières	84 490	-	84 490	84 490
Actif Immobilisé	4 462 788	3 530 835	931 953	945 114
Avances & Acomptes sur commandes	18 939	-	18 939	55 146
Clients et comptes rattachés	3 424 828	434 891	2 989 938	3 430 614
Autres créances	954 571	300 000	654 571	405 769
Valeurs mobilières de placement	311 296	-	311 296	300 000
Disponibilités	3 023 491	-	3 023 491	3 729 625
Charges constatées d'avance	540 386	-	540 386	475 568
Actif Circulant	8 273 512	734 891	7 538 621	8 396 722
TOTAL ACTIF	12 736 300	4 265 726	8 470 574	9 341 836

BILAN - PASSIF

PASSIF en €	31/12/21	31/12/20
Capital social	257 801	257 801
Prime d'émission	2 525 529	2 525 529
Réserve légale	25 780	25 780
Réserves réglementées	165 871	165 397
Autres réserves	757 966	832 677
Résultat de l'exercice	- 548 753	175 763
Capitaux Propres	3 184 194	3 982 948
Provisions pour risques	120 000	90 000
Provisions pour charges	356 222	347 824
Provisions pour Risques & Charges	476 222	437 824
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 321	4 180
Emprunts et dettes financières diverses	1 500 000	1 500 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 549 384	1 685 957
Dettes fiscales et sociales	524 903	548 195
Autres dettes	177 657	84 292
Produits constatés d'avance	1 054 893	1 098 440
Dettes	4 810 158	4 921 064
TOTAL PASSIF	8 470 574	9 341 836

COMPTE DE RESULTAT

Compte de Résultat en €	2021	2020
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	9 898 253	11 568 143
Reprises sur amort. & prov., transferts de charges	156 700	185 364
Autres produits	48 266	12 086
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	10 103 219	11 765 593
Achat de matières premières et autres approvisionnements	1 205 754	1 200 644
Variation de stock		
Autres charges externes	8 256 953	8 640 457
Impôts et Taxes	38 077	18 067
Salaires & traitements	519 084	448 929
Charges sociales	175 325	141 606
Dotations aux amortissements	5 045	1 725
Dotations aux provisions sur immobilisations	109 060	79 177
Dotations aux provisions sur actif circulant	12 733	37 139
Autres charges	170 015	170 460
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	10 492 047	10 738 204
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 388 827	1 027 389
Produits financiers de participations	-	5 089
Produits des autres valeurs mobilières		
Autres intérêts	599	749
Reprises sur provisions	97 849	4 490
PRODUITS FINANCIERS	98 448	10 328
Dotations financières aux provisions	202 800	680 934
Intérêts et charges assimilées	7 845	6 235
CHARGES FINANCIERES	210 645	687 168
RESULTAT FINANCIER	(112 197)	(676 841)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	- 501 025	350 548

COMPTE DE RESULTAT

Compte de Résultat en €	2021	2020
Produits exceptionnels sur opération de gestion	-	-
Produits exceptionnels sur opération en capital	-	5 000
Reprises sur provisions	20 000	45 800
PRODUITS EXCEPTIONNELS	20 000	50 800
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	2 330	135 250
Charges exceptionnelles sur opération en capital	7 000	-
Dotations sur provisions exceptionnelles	58 398	86 398
CHARGES EXCEPTIONNELLES	67 728	221 648
IREsultat EXCEPTIONNEL	(47 728)	(170 848)
IMPOTS SUR LES BENEFICES	-	3 937
BENEFICE OU PERTE	(548 753)	175 763

ANNEXE**Plan :**

1. Préambule
2. Règles et méthodes comptables
3. Informations complémentaires pour donner une image fidèle
4. Notes sur le bilan
5. Notes sur le compte de résultat
6. Autres informations
7. Tableau des filiales et participations

1. Préambule

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par le Conseil d'administration de la société, le 20 avril 2022.

Total du Bilan	8 470 574 €
Chiffre d'affaires	9 898 253 €
Perte comptable	548 753 €

Le présent exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2021, ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables ;
- indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles :

Acquisitions de marques :

Monsieur Robert Lafont, propriétaire de l'ensemble des marques a vendu en juillet 2007 les principales marques au Groupe Entreprendre pour 900 K€, à l'exception notamment des marques du pôle économique.

En juillet 2008, les marques du pôle économique dont la marque Entreprendre, et la marque Santé Revue ont été acquises par le Groupe Entreprendre pour 750 K€.

Les marques acquises avant le 31 décembre 2009 figuraient à l'actif du Groupe Entreprendre, entité filiale qui a été absorbée par la société Entreprendre.

En juillet 2010, 18 autres marques ont été acquises par la société Entreprendre pour 606 K€ HT.

De même qu'en 2007 et 2008, ces marques cédées par Monsieur Robert Lafont ont été évaluées par le cabinet Nomen International, sur la base d'une actualisation des flux futurs de redevances nettes d'impôts.

En 2011 la marque Jour de France a été acquise par la société Entreprendre.

Provision pour dépréciation de marques :

Les marques ayant une durée de vie illimitée et ne faisant pas l'objet d'un amortissement, celles-ci font l'objet annuellement d'une estimation sur la base d'un test de valeur, lequel repose notamment sur le chiffre d'affaires magazines de l'exercice concerné.

Les marques sont dépréciées en totalité lorsqu'elles sont arrêtées.

Les marques exploitées sont dépréciées lorsque la valeur estimée à la clôture de l'exercice s'avère être inférieure à la valeur comptable.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais accessoires).

Les immobilisations corporelles figurant dans l'actif immobilisé sont susceptibles de subir une dépréciation par voie d'amortissement. Selon la nature des immobilisations et de leur durée de vie économique, celles-ci sont amorties soit sous le mode linéaire ou le mode dégressif en fonction de leur durée de vie prévue :

Logiciels informatiques : 1 an,
Agencements, aménagements, installations diverses : 5 ans,
Matériel de bureau et informatique : de 2 à 5 ans,
Mobilier : de 5 à 10 ans.

Participations :

La valeur brute des participations est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

La méthode de détermination de la valeur d'inventaire des titres de participation est basée sur les derniers comptes annuels des sociétés concernées.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances rattachées à des participations :

Les créances rattachées à des participations sont comptabilisées sur la base des avances de trésorerie octroyées par la société au bénéfice d'une entité dont les titres figurent dans le poste « Autres Participations »

Lorsque la valeur d'inventaire évaluée sur la base de la recouvrabilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Autres titres immobilisés :

La valeur brute des autres titres immobilisés, est constituée par leur coût d'acquisition. La méthode de détermination de la valeur d'inventaire des autres titres immobilisés est basée sur les éléments financiers identifiés par la société, et font l'objet, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation.

Le poste autres titres immobilisés comprend d'une part des titres de la société MLP et d'autre part des actions auto - détenues par la société.

Actions auto - détenues :

Principe : Les actions auto - détenues acquises par la société Entreprendre dans le cadre d'un accord entre actionnaires sont destinées à leur revente sur le marché.

Au 31 décembre 2021, la société Entreprendre détient 6 027 actions Entreprendre (pas d'achats d'actions Entreprendre ou de cessions d'actions Entreprendre sur l'exercice) pour un montant global de 165 871,40 €, soit un prix moyen de 27,52 € représentant en nombre de titres 0,97 % du capital social.

A cette date, le cours de bourse s'élevait à 7,80 €, soit une valorisation des actions auto-détenues de 47 010,60 €.

Au regard de cette valorisation boursière par rapport à la valeur comptable des actions auto-détenues, lesdites actions ont été dépréciées par voie de provision à la clôture de l'exercice pour un montant de 118 860,80 €.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Bonus MLP

Un produit à recevoir au titre des bonus 2021 calculés selon un document interne des messageries MLP sur la base du chiffre d'affaires et le lissage des frais sur invendus a été enregistré pour un montant de 100 K€ contre 240 K€ pour l'exercice précédent. Il a été comptabilisé en Clients - Factures à établir au bilan du 31 décembre 2021.

Cette baisse est due pour le principal à la diminution du chiffre d'affaires messageries.

Comptes de bilan liés aux échanges de marchandises

Sur le principe des échanges de marchandises (prestations publicitaires de la part d'Entreprendre en échange d'autres prestations ou produits liés à l'activité pour l'autre partie), les créances clients et les dettes fournisseurs liés aux échanges sont destinées à être compensés pour un montant équivalent :

Clients et comptes rattachés liés aux échanges de marchandises :	512 K€
Fournisseurs et comptes rattachés liés aux échanges de marchandises :	512 K€

Valeurs mobilières de placement

Il n'y a pas de plus-values latentes sur ces placements de trésorerie.

Réserves réglementées

Les réserves indisponibles résultent de l'auto-détention par la société des titres Entreprendre.

3. Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Faits caractéristiques de l'exercice :

Au regard de l'événement Covid - 19 :

En préambule, il est rappelé que les mesures prises par le Gouvernement en 2020 afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19 n'avaient pas eu pour effet de perturber sensiblement la situation financière, le patrimoine et les résultats de l'exercice clos au 31 12 2020.

Au titre de l'exercice clos au 31 12 2021, la société n'a pas constaté d'impact significatif de l'événement Covid-19 résultant de l'exercice précédent sur la situation financière, le patrimoine et les résultats dudit exercice.

Au regard de l'activité de la société sur l'exercice :

La forte baisse du Chiffre d'Affaires (-1,6 M€) s'explique d'une part par la contraction de certains pôles d'activité (cuisine, people, sport..) sur lesquels la société est fortement implantée, et d'autre part les difficultés liées au télétravail ainsi que les phases successives de confinement ayant entraîné la fermeture intermittente de points de vente.

Par ailleurs l'augmentation inhérente des coûts du papier, de l'impression, de la rédaction extérieure ont impacté de facto la stratégie de la société, qui a continué à lancer de nombreux titres un peu à rebours du marché, à savoir des titres chers et haut de gamme qui n'ont pas eu pour effet d'obtenir les résultats escomptés.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Au regard de l'événement Covid - 19 :

A ce jour, la société n'a pas constaté d'impact sur l'exercice 2022 pouvant résulter des conséquences résiduelles liées à l'événement précité.

Notre analyse ne laisse pas présager de remise en cause de la continuité d'exploitation de la société pendant les douze prochains mois.

Au regard de l'activité la société :

La tendance de fond constatée sur l'activité en 2021 justifie le redéploiement en 2022 de la société vers le numérique (lancement du Quotidien du Sport, Quotidien des Seniors, Enteprendre Quotidien, Lafont Presse TV).

4. Notes sur le bilan

Etat de l'actif immobilisé :

Valeurs brutes en €	31/12/20	Acquisitions	Cessions	31/12/21
Marques	2 304 505			2 304 505
Autres postes d'immobilisations incorporelles	54 709		13 000	41 709
Terrains				
Constructions				
Installations générales	8 975			8 975
Matériels de bureau	147 872		16 543	131 329
Autres Participations	213 610		7 000	206 610
Créances rattachées à des participations	984 757	202 800		1 187 557
Autres titres immobilisés	481 578			481 578
Prêts et autres immobilisations financières	84 490			84 490
TOTAL GENERAL	4 280 496	202 800	36 543	4 446 753

Etat des amortissements :

Immobilisations amortissables en €	31/12/20	Dotations	Reprises	31/12/21
Autres postes d'immobilisations incorporelles	54 709		13 000	41 709
Terrains				
Construction Installations générales				
Installations générales	8 975			8 975
Matériels de bureau	114 623	5 045	509	119 159
TOTAL GENERAL	178 307	5 045	13 509	169 843

Etat des provisions :

Provisions en €	31/12/20	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/12/21
Provisions pour litiges	90 000	50 000	20 000		120 000
Autres Provisions	347 824	8 398			356 222
Provisions pour risques	437 824	58 398	20 000	0	476 222
Provisions sur immobilisations incorporelles	1 827 999	109 060		10 095	1 926 964
Provisions sur immobilisations financières	212 610		87 000		125 610
Provisions sur créances rattachées aux part.	984 757	202 800			1 187 557
Provisions sur autres immob financières	131 709			10 849	120 860
Provisions sur stocks					
Provisions sur créances clients	568 762	12 733		146 605	434 890
Provisions sur autres créances	300 000				300 000
Provisions sur actif	4 025 837	324 593	87 000	167 549	4 095 881
TOTAL GENERAL	4 463 661	382 991	107 000	167 549	4 572 103
Dotations & reprises d'exploitation		121 793	0	156 700	
Dotations & reprises financières		202 800	87 000	10 849	
Dotations & reprises exceptionnelles		58 398	20 000	0	

Le poste « Provisions pour litiges » concerne divers procès en cours. Celles-ci sont déterminées selon les risques évalués par notre cabinet d'avocats. Le poste « Autres provisions » se rapporte à la procédure en cours relative au contrôle fiscal couvrant les années 2012 à 2014.

Etat des créances et dettes :

Créances en €	31/12/21	A 1 an au plus	Plus de 1 an
Créances rattachées à des participations	1 187 557		1 187 557
Prêts et autres immobilisations financières	481 578		481 578
Autres immobilisations financières	84 490		84 490
Clients douteux	514 251		514 251
Autres créances clients	2 910 577	2 910 577	
Personnel et comptes rattachés	8 597	8 597	
Organismes sociaux			
Impôts sur les bénéficiés	15 349	15 349	
Taxe sur la valeur ajoutée	630 625	630 625	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	350 000	350 000	
Charges constatées d'avance	540 386	540 386	
Etat des créances	6 723 410	4 455 535	2 267 876

Il n'existe pas de créances représentées par des effets de commerce.

Dettes en €	31/12/21	A 1 an au plus	A plus de 1 an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts auprès établissements crédit :				
A 1 an maximum à l'origine	3 321	3 321		
A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	1 500 000	216 032	1 283 968	
Fournisseurs	1 549 385	1 549 385		
Personnel et comptes rattachés	70 729	70 729		
Organismes sociaux	48 705	48 705		
Prélèvements à la source	1 723	1 723		
Taxe sur la valeur ajoutée	402 679	402 679		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et taxes	1 066	1 066		
Dettes sur immobilisations				
Groupe et associés				
Autres dettes	177 657	177 657		
Produits constatés d'avance	1 131 893	1 131 893		
Etat des dettes	4 887 158	3 603 190	1 283 968	0

Emprunts et dettes financières diverses : 1 500 000 €, PGE octroyé en mai 2020 (période de remboursement de juin 2022 à mai 2026).

Dettes représentées par des effets de commerce : 3 487 €.

Composition du capital social :

Composition du capital social	Nombre	Valeur nominale	Capital social
Au 1 janvier 2021	613 813	0,42	257 801
Actions émises pendant l'exercice			
Actions remboursées pendant l'exercice			
Au 31 décembre 2021	613 813	0,42	257 801

Tableau de variation des capitaux propres :

Provisions en €	31/12/20	Affectation Résultat 2020	Dividendes	Résultat 2021	31/12/21
Capital social	257 801				257 801
Prime d'émission	2 525 529				2 525 529
Réserve légale	25 780				25 780
Réserves réglementées	165 397	474			165 871
Autres Réserves	832 677	175 289	250 000		757 966
Résultat année 2020	175 763	(175 763)			0
Résultat année 2021				(548 753)	(548 753)
Capitaux propres	3 982 947	0	250 000	(548 753)	3 184 194

5. Notes sur le compte de résultatVentilation du chiffre d'affaires :

Ventilation du Chiffre d'affaires	France	Export	Montant	Taux
Ventes de produits finis	8 644 719	351 953	8 996 672	90,9%
Prestations de services	686 971	28 368	715 339	7,2%
Produits des activités annexes	186 242		186 242	1,9%
Total	9 517 933	380 320	9 898 253	100%

Le mode de reconnaissance des revenus porte d'une part sur l'encaissement du chiffre d'affaires relatif à la distribution effectuée par la messagerie de presse MLP, et d'autre part sur le chiffre d'affaires relatif aux abonnements, résultant des dates de souscriptions, et à toutes autres prestations de services rattachées à l'exercice, du type ventes à l'unité ou publicités, lesquelles sont comptabilisées en fonction du fait générateur.

Sur la base du montant des invendus communiqués par les messageries de presse MLP, celui-ci est comptabilisé dans le poste « Autres achats et charges externes » figurant dans le compte de résultat.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

Niveau de résultat	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Résultat d'exploitation	- 338 827	- 94 872	(243 956)
Résultat financier	- 162 197	- 45 415	(116 782)
Résultat exceptionnel	- 47 728	140 287	(188 015)
Participation des salariés			
Total	(548 753)	0	(548 753)

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts :

Le déficit fiscal reportable résultant de l'exercice s'élève à 608 718 €.

Détail des opérations financières :

Opérations financières	Charges	Produits
Dotations provisions créances rattachées participations	202 800	
Intérêts sur emprunt PGE	7 845	
Autres intérêts		599
Reprises provisions sur immobilisations financières		87 000
Reprises provisions sur autres immobilisations financières		10 849
Total	210 645	98 448

Détail des opérations exceptionnelles :

Opérations exceptionnelles	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales	1 820	
Dons, libéralités		
VNC des éléments d'actifs cédés		
VNC des éléments d'actifs financiers cédés	7 000	
Autres charges sur exercices antérieurs	510	
Provisions pour risques et charges	58 398	
Produits des cessions d'éléments d'actif		
Autres Produits		
Reprise Provisions pour risques et charges		20 000
Total	67 728	20 000

Opérations d'échanges de publicité :

Pour l'exercice 2021 la société Entreprendre a inscrit au titre des opérations d'échanges de publicité un montant de 78 421 € en produits et un montant de 78 421 € en charges.

Honoraires du Commissaire aux Comptes :

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	25 200
- Honoraires facturés au titre des SACC (Services Autres que la Certification des Comptes)	0
Total	25 200

Rémunération des dirigeants :

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Effectif moyen :

Effectif moyen	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	5	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	12	
Ouvriers		
Total	17	0

6. Autres informationsEngagements donnés :

Néant

Engagement en matière de retraite

Les engagements de retraite correspondent à une estimation des droits acquis par le personnel en matière d'indemnités de départ à la retraite. Ils sont déterminés en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ à la retraite.

A cet égard, les engagements en matière de retraite n'ont pas été évalués, étant précisé que ceux-ci ne devraient pas être significatifs compte tenu de la structure de l'effectif dans la société.

Engagements reçus :

Néant

Comptes consolidés :

Comme en 2020, la société Entreprendre n'est pas tenue d'établir des comptes consolidés, sachant qu'elle ne dépasse pas les seuils fixés par les articles L 233-17 et R 233-16 du Code du Commerce.

La société Entreprendre n'est pas elle-même filiale consolidée dans un périmètre de consolidation.

Intégration fiscale

La société n'a pas opté pour le régime d'intégration fiscale.

Charges à payer :

Charges à payer en €		31/12/21
Emprunts auprès établissements crédit		3 321
Fournisseurs		511 806
Dettes fiscales et sociales		92 682
Autres dettes - Clients RRR à accorder		177 657
Total		785 466

Produits à recevoir :

Produits à recevoir en €		31/12/21
Créances clients		119 342
Autres créances - Produits à recevoir		
Disponibilités - Intérêts courus à recevoir		366
Total		119 708

Charges constatées d'avance et produits constatés d'avance :

Charges constatées d'avance et Produits constatés d'avance en €	Charges	Produits
Charges & Produits d'exploitation	540 386	1 054 893
Charges & Produits financiers		
Charges & Produits exceptionnels		
Total	540 386	1 054 893

Les produits constatés d'avance concernent notamment les abonnements non servis, la diffusion de titres via les MLP, et les prestations publicitaires à cheval sur deux exercices.

L'estimation des produits constatés d'avance est basée sur le prix de vente magazine et sur le prix de la page passée en publicité.

7. Tableau des filiales et participations

Filiales et Participations	Capital social	Réserves et RAN	% de détention	Valeur brute des titres	VNC des titres	Prêts et avances consenties brutes	Cautions et avals donnés	CA HT du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés
Filiales (plus de 50 % du capital détenu)										
France Quotidien	10 000	(812 294)	55%	5 510	-	1 187 558	-	2 137 113	(108 817)	-
Participation (de 10 à 50 % du capital détenu)										
Digiapp	14 142	301 392	30%	200 100	80 000	-	-	1 179 565	75 386	-
Lafont Presse	10 000	-	10%	1 000	1 000	-	-	-	(874)	-

Les éléments chiffrés de la société France Quotidien concernent l'exercice clos au 31 12 2021.
Les titres de participation France Quotidien sont dépréciés à 100 % au 31 12 2021.

Les éléments chiffrés de la société Digiapp concernent l'exercice clos au 31 décembre 2020.
Les titres de participation Digiapp sont dépréciés à 60 % au 31 12 2021.

La société Lafont Presse clôture son premier exercice comptable le 31 décembre 2021.

Il n'y a pas eu de transactions significatives durant l'exercice 2021 entre les parties liées.